



**CONVENTION POUR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES À
L'ÉCOLE
IMPLIQUANT DES INTERVENANTS EXTERIEURS PROFESSIONNELS ET / OU la MISE
A DISPOSITION DE LIEUX ou DE MATERIEL**

Entre

Madame la directrice académique des services de l'éducation nationale de GIRONDE
et

Monsieur/Madame

Alain ANZIANI

Qualité

Maire

Représentant de la collectivité

Ville de Mérignac

Considérant :

- Le code de l'éducation, en particulier l'article L132-1 relatif à la gratuité de l'enseignement;
- Le code du sport, notamment les articles L322-1 à L322-6 relatifs à la conformité des établissements d'accueil, A.212-1 à A.212-1-1 relatifs aux obligations de qualifications ainsi que son annexe II-1;
- Le décret du 31-03-2015 JO du 23-04-2015 relatif au socle commun de connaissances, de compétences et de culture;
- Le décret n° 2017-766 du 4 mai 2017 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques;
- L'arrêté du 17-7-2020 relatif au programme d'enseignement en maternelle;
- L'arrêté du 2-6-2021 relatif aux programmes d'enseignement du Cycle 2, Cycle 3 et Cycle 4;
- La circulaire du 16-7-2024 relative à l'organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques;
- La circulaire interministérielle n° 2017-116 du 6-10-2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques;
- La circulaire n° MENE2201330C du 12/01/2022 relative au dispositif "30 minutes d'activité physique quotidienne";
- La circulaire n° MENE2201334C du 12/01/2022 relative au dispositif "une école – un club";
- La circulaire n° MENE2129643N du 28-02-2022 relative à l'enseignement de la natation scolaire;
- La convention cadre de partenariat pour l'éducation par le sport CNOSF/SEPH/MENJS/MAA/MESRI;
- Les conventions quintipartites MENJS/UNSS/USEP/fédérations françaises;
- La charte départementale éducation nationale relative aux intervenants extérieurs à l'école maternelle et élémentaire dans le département de GIRONDE

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1: Objectifs du partenariat

L'éducation physique et sportive (EPS) perfectionne les conduites motrices, améliore la sécurité et l'efficacité des actions ainsi que l'aisance du comportement. Elle favorise le développement corporel, psychologique et social. L'élève qui connaît mieux ses limites améliore ses performances et parvient davantage à se situer par rapport aux autres. Le goût durable de la pratique sportive concourt à l'équilibre et à la santé, affermit le sens de l'effort, habitue à évoluer dans un environnement collectif, c'est pourquoi l'éducation physique et sportive est une éducation à la responsabilité et à l'engagement. C'est une éducation globale visant le respect de l'autre, l'entraide, la solidarité et l'autonomie, fondements de la citoyenneté.

Cette convention précise les conditions de partenariat entre la collectivité territoriale et l'école pour la mise en œuvre de l'éducation physique et sportive, par la mise à disposition d'ETAPS (Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives) et d'intervenants diplômés dans le cadre de l'aide à l'enseignement pour les écoles du 1er degré.

Elle définit:

- Les modalités d'interventions des personnels communaux dans le(s) activité(s):
Multiactivités physiques et sportives
- Les lieux et le matériel mis à disposition des écoles de la commune.
- Les conditions d'enseignements pour les activités à encadrement spécifique (avenants liés à cette convention).

ARTICLE 2: Cadre de fonctionnement

Responsabilité pédagogique

Les activités physiques et sportives mises en œuvre sur le temps scolaire s'inscrivent dans le cadre des programmes d'enseignement. Elles répondent à des objectifs pédagogiques préalablement définis qui doivent être connus de tous les adultes prenant part à l'activité. La polyvalence propre au métier de professeur des écoles lui permet d'assurer cet enseignement avec l'appui des conseillers pédagogiques de circonscription et des conseillers pédagogiques départementaux. Si l'enseignant le souhaite, il peut solliciter l'appui d'une personne agréée par les services de l'éducation nationale (article L. 312-3 du code de l'éducation) tout en conservant la responsabilité pédagogique du déroulement de l'activité (art. D. 321-13 du code de l'éducation).

La responsabilité pédagogique de l'organisation des activités scolaires, incombe à l'enseignant titulaire de la classe ou à celui de ses collègues nommément désigné dans le cadre d'un échange de services ou d'un remplacement. L'enseignant est responsable de l'organisation et du déroulement de l'activité. Il conduit l'activité, définit les modalités de mise en œuvre, évalue les apprentissages.

Rôle des intervenants extérieurs

« Les intervenants extérieurs peuvent être sollicités en raison de leur expertise technique concernant une discipline sportive. » (Circulaire du 06 octobre 2017)

Ils ne se substituent pas aux enseignants.

« L'enseignant veille à ce que les intervenants soient associés dès la préparation de l'activité et à ce que les objectifs de la séance leur soient présentés» lors de l'élaboration du projet pédagogique. (Circulaire du 06 octobre 2017).

Rôle du directeur d'école

C'est lui qui autorise les interventions au regard des projets des enseignants et des éléments réglementaires. Le directeur d'école informe les enseignants de la nécessité de lui faire part de toute difficulté survenue au cours d'une intervention et rappelle l'obligation d'interrompre toute intervention qui ne serait pas conforme au bon déroulement du service public de l'éducation. Enfin, il fait part à l'IA-DASEN, sous couvert de l'IEN de circonscription, de tout manquement ou de tout incident ayant eu lieu au cours de l'intervention.

Rôle de la collectivité

La collectivité renseigne annuellement et dès que cela est nécessaire l'annexe 1 de cette convention : les noms et qualifications des intervenants y figurent.

Les intervenants sont force de proposition pour la co-construction avec les enseignants des contenus pédagogiques.

ARTICLE 3: Conditions générales d'organisation et de mise en oeuvre des activités

Les règles d'éthique de l'école publique doivent être respectées: gratuité, principe de neutralité (idéologie, confession, publicité ...)

Conformément à la circulaire n° 2014-088 du 9 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques, tout intervenant extérieur rémunéré ou bénévole est tenu de « respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'il aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école ».

Grâce à leur statut, les CTAPS (Conseiller Territorial des Activités Physiques et Sportives) et ETAPS (Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives) peuvent encadrer toutes les activités physiques et sportives. Cependant, pour ce qui concerne les activités se déroulant dans "un environnement spécifique impliquant le respect de mesures de sécurité

particulières où seule la détention d'un diplôme permet son exercice", une vigilance particulière doit être observée.

Le décret n° 2004-893 du 27 août 2004 (article 6), pris en application de l'article L.363-1 du code de l'éducation, fixe la liste de ces activités et des restrictions ou en interdit l'encadrement sans diplôme complémentaire.

- Avec restrictions de zones d'évolution :
 - Canoë-kayak et des disciplines associées en rivière de classe supérieure à 3
 - Voile au-delà de 20 miles nautiques d'un abri
 - De l'escalade pratiquée sur les sites sportifs au-delà du premier relais et "terrains d'aventure", déterminés conformément aux normes de classement technique édictées par la fédération délégataire en application de l'article L. 311-2, ainsi que de l'escalade en "via ferrata" ;

- Quelle que soit la zone d'évolution :
 - Canyoning
 - Parachutisme
 - Ski, alpinisme et activités assimilées
 - Spéléologie
 - Surf de mer
 - Vol libre, à l'exception de l'activité de cerf-volant acrobatique et de combat
 - Plongée en scaphandre, en tous lieux, et en apnée, en milieu naturel et en fosse de plongée

Ils sont réputés agréés et n'auront pas à formuler de demande d'agrément annuellement. (uniquement pour la première fois où ils interviennent à l'école)

Afin d'être inscrit sur la liste départementale, une fiche de renseignement individuelle sera transmise à la DSDEN- Annexe 3 imprimé 2A.

Tout autre personnel rémunéré par la collectivité (contractuel, personnel d'une autre filière ayant un diplôme lui permettant d'intervenir), mis à disposition par la collectivité, devra formuler une demande expresse d'agrément avant toute intervention auprès de la DSDEN. Cette demande sera renouvelée chaque année scolaire (Annexe 4 imprimé 2B).

Si cet intervenant dispose d'une carte professionnelle valide, il sera considéré comme réputé agréé (IRA).

Les éducateurs en formation ont les mêmes prérogatives que les titulaires de carte professionnelles. Ils interviennent sous l'autorité de leur tuteur (en présence de celui-ci sur le site d'activité pour les activités à encadrement renforcé, dont la natation). Ils comptent dans le taux d'encadrement de l'activité.

Cet agrément est valable pour l'année scolaire. Il peut être retiré par le DASEN à tout

moment: « *l'agrément peut être retiré à tout moment si le comportement d'un intervenant perturbe le bon fonctionnement du service public de l'enseignement, s'il est de nature à constituer un trouble à l'ordre public ou s'il est susceptible de constituer un danger pour la santé ou la sécurité physique ou morale des mineurs* » cf. décret N°2017-766 du 4 mai 2017.

L'autorisation d'intervenir est donnée par les directeurs d'école, en respect des contenus de cette convention.

Sites ou salles mises à disposition (activité à encadrement renforcé)

Si des salles, terrains ou structures destinés à la pratique d'activités à encadrement renforcé (escalade, piscine par exemple) sont utilisés par les écoles, un avenant spécifique sera joint à cette convention.

Concertation

Des réunions de concertation peuvent être organisées pour la mise en œuvre des différentes activités ainsi que pour l'organisation de rencontres sportives selon les projets des enseignants.

Préconisations pour la répartition des interventions (cf. BDEPS 33)

Les interventions pourront se dérouler dans l'ensemble des classes de la commune suivant les préconisations suivantes:

– Au Cycle 1

Sur projet justifiant de la nécessité d'un intervenant (danse, gymnastique, arts du cirque, activités équestres, raquettes à neige, ...).

1 module maximum par an hors une intervention pour une activité particulière dont la natation

– Au Cycle 2

2 modules maximum par an, natation ou « activité à encadrement renforcé » non comprise

– Au Cycle 3

3 modules maximum par an, natation ou « activité à encadrement renforcé » non comprise

ARTICLE 4: Les modalités d'intervention (fréquence, condition)

L'enseignant assure la responsabilité pédagogique et la mise en œuvre de l'activité de façon permanente durant le temps scolaire. Il est le maître d'œuvre du projet pédagogique et fondé à interrompre toute intervention dérogeant aux modalités fixées. En EPS, l'intervenant extérieur apporte un éclairage technique dans l'activité concernée.

Types d'organisations possible, dans le respect des taux d'encadrement :

1 Classe Organisation habituelle	1 Classe Organisation exceptionnelle	1 Classe Organisation exceptionnelle
1 seul groupe	2 ou plusieurs groupes L'enseignant a en charge un des groupes	L'enseignant n'a en charge aucun groupe particulier
Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance et contrôle effectivement son déroulement.	Dans ce cas, certains groupes d'élèves sont encadrés par au moins un intervenant et l'un de ces groupes est pris en charge par le maître. L'enseignant n'a pas à assurer le contrôle du déroulement de la séance. Son action consiste à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et procède a posteriori à son évaluation.	Dans ce cas, chaque groupe est encadré par au moins un intervenant. Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance, procède au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

ARTICLE 5: Responsabilité

Dans tous les cas où la responsabilité d'un intervenant agréé se trouve engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis:

- soit par les élèves qui lui sont confiés à raison de son intervention;
- soit au détriment de ses élèves dans les mêmes conditions;

la responsabilité de l'Etat est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

ARTICLE 6: Conditions de sécurité

Le taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doit être conforme au texte de la [circulaire interministérielle n°2017-116 du 6-10-2017](#).

L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable.

L'enseignant de la classe devra s'assurer que les conditions de sécurité sont remplies pour une pratique adaptée de l'activité. Il lui appartient, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. Il informe sans délai, l'inspecteur de l'éducation nationale sous couvert du directeur d'école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.

En cas d'accident, l'enseignant reste maître des dispositions à prendre relatives aux interventions d'urgence.

Les activités physiques et sportives organisées dans le cadre des enseignements réguliers peuvent être encadrées par l'enseignant seul, qu'elles se déroulent au sein de l'école ou dans le cadre d'une sortie récurrente. Néanmoins, certaines activités, compte tenu de leur nature même, font l'objet de taux d'encadrement renforcés.

En EPS, les points concernant la sécurité et la conformité des lieux de pratique sont précisés dans le projet pédagogique. En tout état de cause, la structure employant l'intervenant s'engage à fournir le matériel pédagogique homologué, nécessaire à l'enseignement de l'activité et à utiliser des installations répondant aux normes de sécurité des établissements recevant du public (ERP).

ARTICLE 7: Droit à l'image

Toute photo ou vidéo destinée à être diffusée sur quelque support que ce soit doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la direction des services départementaux de l'éducation nationale.

Toute demande est adressée par l'initiateur du projet à l'IEN ou aux inspecteurs de l'éducation nationale chargés de circonscription du premier degré (IEN-CCPD) en charge des classes concernées. Elle est accompagnée du descriptif du projet précisant l'utilisation envisagée des prises de vue.

ARTICLE 8: Laïcité

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier le principe de laïcité qui affirme que la neutralité dans l'espace public est celle de l'expression de l'Etat (conformément notamment à la [circulaire n° 2001-053 du 28 mars 2001](#)).

ARTICLE 9: Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature pour une durée de trois années scolaires.

Lorsque la présente convention est signée en cours d'année scolaire, elle est valable jusqu'à la fin de l'année scolaire et les deux autres années scolaires suivantes.

Elle pourra être modifiée ou dénoncée à la demande d'une des parties, exprimée au plus tard le 1er mai de l'année scolaire en cours.

L'Education Nationale se réserve le droit d'interrompre toute collaboration avec un intervenant mis à disposition par le partenaire dont le comportement est incompatible avec le bon déroulement du service public de l'Education.

Personne référente de la collectivité

NOM-Prénom: DUPOUY Yannick

Qualité: *Chief de service Développement sportif*

Courriel de la collectivité: ya.dupouy@merignac.com

Téléphone : 06.60.94.86.91

À Mérygnac

, le 07 octobre 2024

Mme ou M. le DASEN ou son représentant (Nom et qualité)	Mme ou M. le représentant de la collectivité (Nom, qualité et tampon)



Documents (modèles propres à chaque DSDEN)

- Annexe 1 : listes des intervenants pour une collectivité
- Annexe 2 : identification de la structure
- Annexe 3 : formulaire de demande IRA (formulaire 2A)
- Annexe 4 : formulaire de demande DEA (formulaire 2B)

ANNEXE 1 INITIALE – Liste des intervenants

COLLECTIVITÉ : Mérignac

Date de la convention :

N° de la convention : 169

Liste des intervenants Intervenants Réputés Agrées (IRA) : CTAPS / ETAPS Titulaires ou stagiaires

Nom	Prénom	Carte Professionnelle		Diplôme pour la natation
		N°	Date expiration	
LAFAYSSE	Françoise	ETAPS Titulaire		
ROYO	Laure	ETAPS Titulaire		
VAILLANT	Julie	ETAPS Titulaire		
DESQUEYROUX	Michael	ETAPS Titulaire		
TURCATO	Anthony	ETAPS Titulaire		
MERCHADOU	Philippe	ETAPS Titulaire		
MAIRESSE	David	ETAPS Titulaire		

Liste des intervenants Intervenants Réputés Agrées (IRA) non CTAPS / ETAPS

Nom	Prénom	Carte Professionnelle		Diplôme pour la natation
		N°	Date expiration	
MILLET	Elic	ETAPS contractuel		
SANTARELLI	Abigail	ETAPS contractuelle		
HERNANDEZ	Gérard	OTAPS		

Liste des intervenants diplômés hors IRA

Nom	Prénom	Diplôme(s)

Fait à Mérignac

Le 07 octobre 2024

Signature et cachet

Liste des intervenants diplômés hors IRA

Nom	Prénom	Diplôme(s)

Fait à Mégnac

Le 07 octobre 2024

Signature et cachet

ANNEXE 2 – Identification de la structure

Date de la convention :

N° de la convention : 169

NOM de la COLLECTIVITE	Mérignac
Adresse	60 Av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, 33700 Mérignac
Tél	05 56 55 66 00
Courriel	relation.usagers@merignac.com
Site	www.merignac.com
Personne physique ou morale responsable de la gestion	NOM-Prénom : ANZIANI Alain Tél : 05 56 55 66 00 Mail : relation.usagers@merignac.com
N° DRDJS	033ORG0472

LOCAUX (uniquement si utilisés pour les interventions)

Local	Commission de sécurité	Nombre d'élèves maximum en cohabitation
Salle Bourran	25/02/2020	450
Complexe Colombier	02/03/2021	464
Complexe Robert Brettes	28/09/2023	692
Gymnase Gisèle Halimi		
Gymnase Coubertin	28/09/2021	350

POSSIBILITE D'ACCUEIL (uniquement si locaux utilisés pour les interventions)

Cycle	OUI / NON	Nombre d'élèves	Précisions
Cycle 1	OUI		Pas d'intervention avec ce public
Cycle 2	OUI	30	1 groupe classe
Cycle 3	OUI	30	1 groupe classe
Spécialisée	OUI		Pas d'intervention avec ce public

La cohabitation est-elle possible entre public et scolaires ? **OUI** NON

Existe-t-il une salle polyvalente accessible aux classes ? **OUI** NON

Existe-t-il une aire de jeux accessible aux classes ? **OUI** NON

Existe-t-il un local pour les enseignants ? **OUI** NON

MATERIELS DIVERS MIS A DISPOSITION

Description	Nombre
Clubs de Golf	L'équivalent pour 1 classe
Sabres	L'équivalent pour 1 classe
Masques escrime	L'équivalent pour 1 classe
Vélos 24"	L'équivalent pour 1 classe
Vélos 20"	L'équivalent pour 1 classe
Casques vélos	L'équivalent pour 1 classe

Fait à Mérygnac

Le 07 octobre 2024

Signature et cachet de la collectivité

Annexe 2 à la convention – valable pendant la période de validité de 3 ans de la convention ; à renvoyer pour tout changement au cours de cette période.

ANNEXE 2 – Identification de la structure

Date de la convention :

N° de la convention : 169

NOM de la COLLECTIVITE	Mérignac
Adresse	60 Av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, 33700 Mérignac
Tél	05 56 55 66 00
Courriel	relation.usagers@merignac.com
Site	www.merignac.com
Personne physique ou morale responsable de la gestion	NOM-Prénom : ANZIANI Alain Tél : 05 56 55 66 00 Mail : relation.usagers@merignac.com
N° DRDJS	033ORG0472

LOCAUX (uniquement si utilisés pour les interventions)

Local	Commission de sécurité	Nombre d'élèves maximum en cohabitation
Stade Cruchon	18/02/2021	253
Stade du Jard	20/10/2009	133
Stade Marie Houdré		
Stade Noel Berthet		

POSSIBILITE D'ACCUEIL (uniquement si locaux utilisés pour les interventions)

Cycle	OUI / NON	Nombre d'élèves	Précisions
Cycle 1	OUI		Pas d'intervention avec ce public
Cycle 2	OUI	30	1 groupe classe
Cycle 3	OUI	30	1 groupe classe
Spécialisée	OUI		Pas d'intervention avec ce public

La cohabitation est-elle possible entre public et scolaires ? **OUI** NON

Existe-t-il une salle polyvalente accessible aux classes ? **OUI** NON

Existe-t-il une aire de jeux accessible aux classes ? **OUI** NON

Existe-t-il un local pour les enseignants ? **OUI** NON

MATERIELS DIVERS MIS A DISPOSITION

Description	Nombre
Clubs de Golf	L'équivalent pour 1 classe
Sabres	L'équivalent pour 1 classe
Masques escrime	L'équivalent pour 1 classe
Vélos 24"	L'équivalent pour 1 classe
Vélos 20"	L'équivalent pour 1 classe
Casques vélos	L'équivalent pour 1 classe

Fait à Mérygnac

Le 07 octobre 2024

Signature et cachet de la collectivité

Annexe 2 à la convention – valable pendant la période de validité de 3 ans de la convention ; à renvoyer pour tout changement au cours de cette période.

ANNEXE 2 – Identification de la structure

Date de la convention :

N° de la convention : 169

NOM de la COLLECTIVITE	Mérignac
Adresse	60 Av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, 33700 Mérignac
Tél	05 56 55 66 00
Courriel	relation.usagers@merignac.com
Site	www.merignac.com
Personne physique ou morale responsable de la gestion	NOM-Prénom : ANZIANI Alain Tél : 05 56 55 66 00 Mail : relation.usagers@merignac.com
N° DRDJS	033ORG0472

LOCAUX (uniquement si utilisés pour les interventions)

Local	Commission de sécurité	Nombre d'élèves maximum en cohabitation
Gymnase Capeyron		
Gymnase Edouard Herriot		
Gymnase Sabouret		
Gymnase Jean Macé		
Gymnase Paul Langevin	18/12/2008	66

POSSIBILITE D'ACCUEIL (uniquement si locaux utilisés pour les interventions)

Cycle	OUI / NON	Nombre d'élèves	Précisions
Cycle 1	OUI		Pas d'intervention avec ce public
Cycle 2	OUI	30	1 groupe classe
Cycle 3	OUI	30	1 groupe classe
Spécialisée	OUI		Pas d'intervention avec ce public

La cohabitation est-elle possible entre public et scolaires ? **OUI** NON

Existe-t-il une salle polyvalente accessible aux classes ? **OUI** NON

Existe-t-il une aire de jeux accessible aux classes ? **OUI** NON

Existe-t-il un local pour les enseignants ? **OUI** NON

MATERIELS DIVERS MIS A DISPOSITION

Description	Nombre
Clubs de Golf	L'équivalent pour 1 classe
Sabres	L'équivalent pour 1 classe
Masques escrime	L'équivalent pour 1 classe
Vélos 24"	L'équivalent pour 1 classe
Vélos 20"	L'équivalent pour 1 classe
Casques vélos	L'équivalent pour 1 classe

Fait à Mérygnac

Le 07 octobre 2024

Signature et cachet de la collectivité

Annexe 2 à la convention – valable pendant la période de validité de 3 ans de la convention ; à renvoyer pour tout changement au cours de cette période.